

ANNABA

Mort atroce d'un vieil homme

Un vieil homme est décédé dans la soirée de dimanche à Annaba, des suites de brûlures de 3° degré. Âgé de 91 ans, B. M. habitait dans un appartement au rez-de-chaussée d'une habitation R+2 de la cité Plaisance de Kouba, quartier situé au nord de l'antique Bouna. Dès qu'ils ont reçu un appel faisant état de la déclaration d'un feu dans cet appartement, les éléments de la Protection civile se sont déplacés sur les lieux du sinistre. Après avoir éteint le feu, les pompiers ont constaté la présence à l'intérieur de l'appartement d'un corps presque calciné. Selon l'un de ses voisins, le défunt éprouvait beaucoup de difficultés à se déplacer. Cette mort atroce serait due certainement à la rapidité avec laquelle s'est propagé le feu qui s'est déclaré au niveau de l'appartement de B. M. et à sa lente et tardive réaction, en raison de son âge avancé. Une vieille dame grabataire est morte dans des circonstances identiques, il y a près de deux ans à Annaba. Une enquête a été ouverte par les services concernés pour déterminer les causes exactes de ce drame à l'origine de beaucoup de chagrin et d'émotion chez les voisins du vieil homme.

A. B.

TÉBESSA

Saisie de marchandises évaluées à 210 millions et arrestation de 9 Tunisiens

Les éléments de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Tébessa ont réussi à saisir, avant-hier, lors d'un guet-apens tendu au niveau de la route de Hewijbet, à 15 km du poste frontalier de Bouchebka, 900 kg de riz, des souliers, des effets vestimentaires, de la vaisselle et d'autres objets pour bébés, lors de la fouille d'un bus. Au cours de cette opération, neuf personnes de nationalité tunisienne dont un mineur ont été arrêtées. Selon toute vraisemblance, cette marchandise, dont la valeur est estimée à 210 millions de dinars allait être exportée illicitement vers la Tunisie. Les neuf inculpés dans cette affaire, après leur audition par les enquêteurs de la Gendarmerie nationale, seront présentés aujourd'hui devant le procureur de la République près la cour de Tébessa.

B. Y.

BÉCHAR

Les jeunes du pré-emploi devant la wilaya

Le ras-le bol se lisait sur les visages de ces dizaines de jeunes filles et garçons. Ils donnaient l'air d'avoir été trahis par la société. Ils s'étaient regroupés, ce lundi, devant le siège de la wilaya, pour la énième fois. Ils ont crié leur colère et raconté leurs péripéties aux fonctionnaires et autres curieux. Dépêchés sur les lieux de la manifestation, les policiers se sont contentés de gérer la circulation et de suivre, parfois, à partir de leurs véhicules, les événements. «On nous a installés dans une impasse sans issue. Les postes de travail sont réservés à d'autres, à leurs proches», ne cessaient-ils de répéter. «Nous sommes dans le pré-emploi depuis plusieurs années et personne ne s'est soucié de notre situation. On nous ment pour gagner du temps.

A chaque fois, on nous sort une histoire, aujourd'hui, encore, on va nous raconter celle du vote pour nous faire taire. Ils ignorent que nous vivons, avec nos familles, dans la précarité.»

Ces jeunes ont tout dit et ne semblent pas près de baisser les bras. Le wali a convoqué les responsables du secteur de l'emploi et, ensemble, ils ont reçu des dizaines de constestataires, au niveau de la salle de réunions de l'APW. La rencontre a duré plusieurs heures.

Lies Mourad

BÉJAÏA

Interpellation de trois individus pour trafic de faux billets

Le 29 février 2012, vers 20h40, les éléments de la 13° URS Oued Ghir (Béjaïa), de faction au carrefour d'Oued Ghir/Béjaïa, ont intercepté une Peugeot 207 appartenant à une agence de location de voitures, conduite par le nommé B. R., 34 ans, demeurant à Boumerdès, accompagné de T. M., 34 ans, demeurant à la même wilaya, tous les deux ne possédant pas de pièces d'identité. Soumis à une fouille corporelle, il a été trouvé en leur possession 57 000 DA en faux billets de 1 000 DA ainsi qu'une arme blanche (couteau). Les trois individus ont été déférés devant la justice.

ORAN

Faux et usage de faux et usurpation d'identité

Le 1^{er} mars 2012, les forces de police du port d'Oran ont interpellé la nommée S. K., âgée de 48 ans, demeurant à Oran, laquelle s'est présentée au port le même jour pour embarquer à destination d'Alicante (Espagne), à bord du car-ferry *El Djazair 2*, en présentant un passeport français et une carte d'identité algérienne falsifiés.

Société

IL EST POURSUIVI POUR OUTRAGE À MAGISTRAT ET INSULTE Plainte contre l'ex-inspecteur général du ministère de la Justice

L'ex-inspecteur général du ministère de la Justice est sous le coup d'une plainte déposée par le magistrat Abdallah Haboul pour outrage et insulte.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir)

- Le juge d'instruction de la première chambre du tribunal de Bir-Mourad-Raïs a auditionné, hier, le magistrat Abdallah Haboul, en qualité de plaignant et de partie civile, dans le cadre d'une plainte contre Ali Badaoui, ex-inspecteur général du ministère de la Justice.

Selon une source proche du dossier, Abdallah Haboul a déposé plainte avec constitution de partie civile pour «outrage à magistrat et insulte».

L'affaire remonte à décembre 2005 lors du passage de ce magistrat devant le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) réuni en session disciplinaire. Abdallah Haboul, qui avait fait l'objet d'une suspension pour ne pas avoir assisté à deux cours d'informatique, sera pris à partie par Ali Badaoui. Ce dernier l'a accusé d'être un «magistrat indigne». Des propos condamnés sur-le-champ par les autres membres du Conseil supérieur de la magistrature. Haboul décide de

saisir le ministère de la Justice à travers deux plaintes administratives. Une démarche qui n'aboutira pas. En 2006, le magistrat saisit le tribunal de Bir-Mourad-Raïs. Mais, fait étrange, cette première plainte disparaîtra. Une seconde plainte est introduite auprès de la même juridiction. C'est cette procédure qui a finalement abouti et a donné lieu à l'audition, hier, du magistrat par le juge d'instruction du tribunal de Bir-Mourad-Raïs. Selon notre source, il devrait être convoqué prochainement. Deux choix s'offrent à lui : comparaître en qualité de témoin ou en qualité de prévenu. Dans le premier cas, le magistrat instructeur se

devra d'auditionner l'ensemble des personnes présentes lors de la session de discipline du CSM. Si Ali Badaoui opte pour la qualité de prévenu, le juge d'instruction devra alors transmettre le dossier au niveau de la Cour suprême. C'est au niveau de cette haute juridiction que se déroulera la phase d'instruction, puisqu'au moment des faits, l'ex-inspecteur général bénéficiait du privilège de juridiction. Notons que Abdallah Haboul est défendu par un collectif d'avocats composé des ex-magistrats Mohamed Raïs El Aïn et Rafik Menasria et de M° Abdelhamid Rhioi.

T. H.

SOUK AHRAS

L'inquiétante évolution de la criminalité

Ce phénomène est dominé en premier lieu par les crimes et les délits contre les biens.

Malgré les efforts déployés par les services de sécurité pour lutter contre la criminalité, sous toutes ses formes en resserrant l'étau sur les bandes de malfaiteurs dans le souci d'assurer la sécurité du citoyen, le banditisme a connu une évolution inquiétante, et le bilan annuel en est une preuve irréfragable. Ainsi, durant le mois de février de cette année, les services de la Sûreté nationale au niveau de la wilaya de Souk-Ahras ont relevé

226 affaires pour lesquelles 180 personnes sont inculpées.

Ce phénomène est dominé en premier lieu par les crimes et les délits contre les biens. Dans ce chapitre, les services de police ont enregistré 86 affaires dans lesquelles 58 individus sont mis en cause, dont 12 ont été écroués tandis que 40 comparaîtront en citation directe.

Les atteintes contre les personnes viennent en deuxième position avec 86 affaires relatives à des crimes et délits, le nombre d'inculpés est de 68. Les auteurs de ces méfaits sont en majorité des femmes. Dans

ce chapitre, on souligne que 11 personnes ont été incarcérées, cinq autres sous contrôle judiciaire et trois ont bénéficié de la liberté provisoire. Durant la même période, l'on a constaté cinq affaires contre la famille et les bonnes mœurs pour lesquelles cinq personnes sont inculpées, seulement un individu a été écroué et deux autres comparaîtront en citation directe.

Les saisies les plus importantes des services de la police durant ce mois sont 20 grammes de kif traité et 819 bouteilles de boissons alcoolisées.

Barour Yacine

AÏN-TÉMOUCHENT

Cri de détresse des habitants de Deb-Deb

Plus de soixante-dix familles habitant la localité de Deb-Deb, rattachée à la commune de Hammam Bou-Hadjar, sont montées au créneau pour exiger des autorités locales de trouver une solution urgente à leur situation qui perdure depuis plus de vingt ans.

Ces citoyens déclarent que des sources d'eau chaude jaillissent de leurs habitations, ce qui engendre des maladies de la peau et des problèmes respiratoires aux occupants.

Ils affirment que leurs enfants sont aussi en danger, du fait que ceux en bas âge tombent dans ces sources, alors que d'autres se brûlent les mains par cette eau chaude, même les animaux ne sont pas épargnés, ce qui représente un danger réel pour la population de cette localité.

Les pères de famille ont adressé plusieurs correspondances aux responsables concernés pour leur attribuer des logements décents mais leurs doléances sont restées lettre morte. A plusieurs reprises, on leur a permis de les reloger dans d'autres habita-

tions, mais rien n'a été fait. Le maire de la ville des thermes a déclaré, récemment, à la radio locale, que ces citoyens seront relogés dans de nouvelles habitations à El Hadjairia dès que le programme des 170 logements sera achevé.

Cette déclaration du premier responsable de la ville, quoique satisfaisante, devra calmer un peu l'impatience de ces citoyens qui attendent, depuis plus de deux décennies, une solution à leur situation qui n'a que trop duré.

S. B.

SIDI BEL-ABBÈS

Les habitants de Merine exigent des médecins de permanence, des vaccins et une ambulance

Dans la journée de lundi dernier, les habitants de Merine, dans le sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, ont afflué vers la polyclinique pour manifester contre le manque de vaccins, l'absence d'une ambulance pour les évacuations de malades et aussi de médecins de permanence.

Les citoyens qui ont observé un sit-in devant ladite structure sanitaire exigeaient plus de moyens humains et matériels au service des malades de cette zone enclavée. Craignant que le scénario qui s'est produit la semaine der-

nière devant l'EPSP de Marhoum ne se reproduise suite à l'accouchement d'une parturiente aux abords de l'établissement sanitaire, les autorités locales ont aussitôt réagi pour prévenir un fâcheux

événement. Le maire, le chef de daïra et le nouveau directeur de l'EPSP de Marhoum sont allés rencontrer les manifestants pour écouter leurs doléances et tenter de résoudre leurs problèmes qui

ne sont que légitimes, nous diront d'aucuns. En tout cas, hier lundi en début d'après-midi, les manifestants étaient toujours attroupés devant le centre de santé.

A. M.

Un kilogramme de kif saisi et deux personnes écrouées

Suite à des informations que la Sûreté urbaine de Sidi Bel-Abbès a exploitées, deux personnes ont été arrêtées en possession de kif et écrouées par le procureur de la République au début de la semaine en cours. Les informations recueillies évoquaient une personne à bord d'un véhicule de marque Renault 18 qui transporterait du kif. Cette dernière a été interceptée en ville. La fouille du

véhicule a permis effectivement la découverte de près de 90 grammes de kif.

Le mis en cause a dénoncé son complice dont le domicile a été, à son tour, perquisitionné. 734 grammes y étaient dissimulés. Les deux accusés ont été arrêtés et présentés devant le procureur de la République.

A. M.

OUM EL BOUAGHI

Pour tentative d'enlèvement, il écope d'un an de prison ferme

Lors du procès qui s'est déroulé à la cour criminelle d'Oum El Bouaghi, le juge a condamné le nommé R. S., la quarantaine, pour tentative d'enlèvement d'une enfant de 7 ans, à une année de prison ferme assortie d'une amende. Les faits remontent à l'année 2010 lorsque l'accusé, berger de son état, qui gardait son troupeau à l'orée de la forêt avois-

nante, remarqua la présence de la fillette et accourut vers elle pour essayer de l'emmener de force dans la forêt. La gamine a dû son salut à un citoyen qui a assisté à la scène et a eu le courage d'arracher la petite des griffes de son ravisseur. Présenté devant le juge, l'inculpé nia les charges retenues contre lui. Malheureusement pour lui, la victime l'a recon-

nu et a relaté les faits tels qu'ils se sont produits. Le procureur de la République, qualifiant les faits de gravissimes, demanda 8 ans de réclusion criminelle. Après les plaidoiries, le juge prononça une peine d'une année de prison ferme assortie d'une amende de dommages pour la victime.

Moussa Chtatha